

Des accords de Lancaster House au Grand Large

Pour un axe géopolitique Paris-Londres Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'actualité 72 Novembre 2020



Le dixième anniversaire des accords de *Lancaster House*, signés entre le Royaume-Uni et la France le 2 novembre 2010, est passé inaperçu. Élection américaine, fragilisation des pays européens en proie à la crise sanitaire mais aussi montée en puissance de la Chine et multiplication des foyers de guerre ou de tension dans l'environnement européen: le contexte géopolitique invite pourtant à prendre toute la mesure de ces accords et de leur potentiel. Car il faut rappeler que l'Europe de la défense n'est pas la défense de l'Europe et que seuls Londres et Paris assument encore, non sans difficultés, une ambition mondiale.

Couvert par le fracas de l'élection présidentielle américaine et les commentaires de la crise sanitaire qui menace de submersion les pays occidentaux, le dixième anniversaire des accords de *Lancaster House* (2 novembre 2010) est passé inaperçu. Pourtant, signée par le président français Nicolas Sarkozy et le premier ministre du Royaume-Uni David Cameron, cette coopération militaire franco-britannique conditionne le futur d'une Europe qui, rétractée sur elle-même, ne serait plus elle-même. De prime abord, il doit être rappelé que l'Europe de la défense n'est pas la défense de l'Europe: la gravité de la situation générale et les incertitudes américaines ne prouvent en rien le bien-fondé d'un projet d'une défense européenne intégrée, conçue selon un schéma de pensée constructiviste et artificialiste.

La méthode intergouvernementale demeure plus souple et efficace.

L'Europe de la défense n'est pas la défense de l'Europe

Nonobstant l'établissement en 2017 d'une « coopération structurée permanente » (1), il n'existe pas en effet de noyau dur militaire européen, ni même de pilier de défense franco-allemand. Si les dirigeants allemands conviennent que les alliés européens doivent produire un plus grand effort militaire, il n'est pas question pour eux de « mort cérébrale » de l'OTAN (2).

Ministre de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer vient à nouveau de signifier l'importance accordée aux relations transatlantiques (3). Au demeurant, la réflexion allemande est empreinte du sens des réalités: l'Union européenne ne constitue pas un acteur géostratégique unifié, capable de poser des actes de souveraineté. L'invocation

⁽¹⁾ Jean-Sylvestre Mongrenier, *Coopération structurée permanente : un étroit chemin vers une défense européenne,* Institut Thomas More, Note d'actualité 48, décembre 2017, <u>disponible ici</u>.

⁽²⁾ Jean-Sylvestre Mongrenier, « Quo vadis Germania ? », Diplomatie Magazine n° 106, novembre-décembre 2020.

^{(3) «} Europe still needs America », Politicio, 2 novembre 2020, disponible ici.



répétée d'une « souveraineté européenne » ne dissimulera pas l'absence de points d'appui et de facteurs porteurs pour aller en ce sens : il n'existe pas de dessein commun et de projet partagé d'une fédéralisation de l'Europe. Historiquement, il est d'ailleurs malaisé de trouver un exemple de fédération sans fédérateur.

La nécessité de s'inscrire dans un cadre transatlantique et de partir des États pour édifier un pilier militaire européen au sein du monde occidental nous ramène à l'étroite relation franco-britannique et donc aux accords de *Lancaster House*.

Pour mémoire, rappelons que la France et le Royaume-Uni assurent conjointement près de la moitié de l'effort militaire européen. Si leurs styles diplomatiques diffèrent, l'une et l'autre puissance conservent des ambitions mondiales. Elles peuvent s'appuyer sur un dispositif géopolitique planétaire (réseau diplomatique, possessions extérieures et zones maritimes, bases militaires) et, vaille que vaille, conservent une culture stratégique interventionniste.

Sur le plan bilatéral, ces deux puissances à vocation mondiale ont resserré leur partenariat stratégique dans l'après-Guerre Froide. La France et le Royaume-Uni sont liés par les traités de *Lancaster House*. Outre une étroite coopération nucléaire, le but affiché consiste à disposer d'une force expéditionnaire commune pouvant être engagée dans des opérations de haute intensité. Les marines des deux pays visent la permanence d'un groupe aéronaval à partir de 2020.

Ces accords ont été mis en œuvre et les armées des deux pays ont renforcé leur interopérabilité. Il n'en reste pas moins que ce potentiel d'action en commun n'a pas de sens en lui-même. Se pose la question des finalités, c'estè-dire des projets politiques et de la vision du monde dans laquelle ils s'inscrivent.

De prime abord, le caractère intergouvernemental de la coopération militaire et la volonté partagée de conserver force et influence à l'échelon mondial ne sont en rien inconciliables avec la vision post-Brexit d'une « *Global Britain* ». A moins de réduire celle-ci à une simple approche mercantile et globaliste des intérêts britanniques, il faudra à Londres des partenaires solides et éprouvés. En dépit des inévitables variations dans les rapports entre nations, la France et le Royaume-Uni sont liés depuis la première « Entente cordiale », sous la Monarchie de Juillet.

La tentation du repli stratégique

Des observateurs français pointent la difficulté éprouvée par le gouvernement de Boris Johnson à transformer le slogan de « *Global Britain* » en un véritable projet politique, porté par une « *grand strategy* ». Les aspirations protectionnistes de l'électorat travailliste passé aux *Tories* lors des élections législatives de l'an dernier (décembre 2019), les graves difficultés économiques et les contraintes sanitaires pèsent sur l'action du Premier ministre.



L'hypothèque russe sur la zone baltique, l'Atlantique Nord, les Balkans et la mer Noire, la menace globale de la Chine populaire, le contexte général enfin, ne sont pas non plus favorables au primat du *business* et aux accords commerciaux tous azimuts promis en 2016.

Mais la France, fort mal en point aussi, n'est-elle pas soumise à la même tentation d'un grand repli stratégique? Le discours sur la « relocalisation » d'industries de main d'œuvre, quand il faudrait se soucier de la localisation des activités du futur, l'obsession du « local » et le thème du « petit commerce » ne sont-ils pas autant de figures nostalgiques ? Fantasmagorie du « splendide isolement » victorien d'un côté du *Channel*, restauration du tarif Méline de l'autre : la même illusion de pouvoir vivre à l'abri des fracas du monde.

En vérité, cette tentation traverse l'ensemble des sociétés occidentales, sidérées par le déplacement des équilibres de richesse et de puissance vers l'Asie. Les « somewhere » font de la haute croissance de l'après-guerre un âge d'or (Sixties incluses?) auquel il serait possible de revenir; les « anywhere » s'enferment dans des chimères posthumaines et antispécistes, une sorte de néo-gnosticisme qui fait abstraction du monde de la vie.

Et pourtant, la mondialisation n'est pas une option mais un processus historique séculaire, comparable à une dialectique hégélienne. La France et le Royaume-Uni, comme l'ensemble des nations occidentales, évoluent dans un monde de titans, une arène dont il ne sera pas possible de s'extraire, sinon au moyen des « rêveries de la volonté », selon la formule de Gaston Bachelard.

La nouveauté réside dans le fait que cette mondialisation n'est plus centrée sur l'Europe, ni même sur le Potomac et l'Hudson River. Le barycentre de la géopolitique mondiale glisse vers l'Orient. Au vrai, cet avenir avait été anticipé par Oswald Spengler dans L'Homme et la technique (1931) ou encore dans Années décisives (1933).

La bascule vers l'Indo-Pacifique

Sauf à accepter la dégénérescence de l'Europe, il importe de refuser la « provincialisation » de l'ancien centre de la géopolitique mondiale. L'enjeu ne consiste pas seulement à faire front aux limites orientales de l'OTAN et à refonder une hégémonie navale et maritime au cœur de la « plus grande Méditerranée ».

Les Alliés doivent encore préserver les lignes de communication entre les deux rives de l'Atlantique Nord et intégrer le front Arctique dans leurs calculs politico-stratégiques. Il n'est pas possible non plus de faire l'impasse sur l'Afrique. Plus lointainement, la région Indo-Pacifique, dans laquelle la Chine populaire déploie ses routes maritimes de la soie, constituera un autre théâtre d'affrontement.

On sait l'importance désormais accordée par les États-Unis à cette région. Lorsque, deux décennies plus tôt, Washington pointait déjà la stratégie chinoise du « collier de perles » (un signe annonciateur), nombre de pays européens y voyaient un alarmisme déplacé.



Désormais, la Chine populaire est considérée à Bruxelles comme un « rival systémique » (une menace globale ?), et l'Allemagne élabore à son tour une stratégie Indo-Pacifique.

Dans l'ouverture au Grand Large, initiée par les nations ibériques, au début des Temps modernes, il convient d'insister sur le rôle historique des Anglais et des Français, longtemps engagés dans une âpre lutte d'envergure planétaire. A maints égards, les premiers étaient les héritiers de ce que Spengler, avec un mépris teinté d'admiration, nommait le camp Viking. Les marins et corsaires du royaume de France, de Dunkerque à La Rochelle, n'étaient-ils pas eux-mêmes portés par l'énergie des peuples du Nord?

Toujours est-il que la France et le Royaume-Uni sont les seuls en Europe à conserver une flotte de rang mondial capable de déployer un groupe aéronaval. Aussi ne saurait-on omettre de rappeler l'importance stratégique du principe de permanence à la mer et donc d'un deuxième porte-avions français. Il revient à ces deux puissances maritimes de se placer au cœur des mouvements du monde.

S'il importe d'amplifier leur coopération diplomatico-stratégique en Europe et dans son environnement proche, les rapports de puissance de l'avenir se détermineront dans la vaste région Indo-Pacifique où un « *Quad* » entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde prend forme.

A « la plus grande France », avec le deuxième domaine maritime mondial, d'assumer ses responsabilités et de renforcer ce *Quad*; à la « *Global Britain* » de rejoindre cette virtuelle « OTAN de l'Indo-Pacifique ». De cette manière, Français et Britanniques contribueraient au maintien de l'Europe dans l'histoire qui advient et, par le fait, à la revitalisation de l'Occident. L'enjeu est plus ample que celui du post-Brexit.

« Navigare necesse est »

Les temps sont rudes et les vents mauvais. D'une extrémité à l'autre du « monde atlantique », c'est-à-dire des rives nord-américaines du Pacifique à l'isthme Baltique-mer Noire, une sorte de « panique morale » à l'égard de la mondialisation a gagné les esprits. Même les anciennes nations impériales y succombent.

Il n'y aura pourtant pas de solide protection à l'abri des « anciens parapets » de l'Europe : les frontières se défendent à l'avant. Pour ce faire, il ne suffira pas que les nations atlantiques au cœur de l'Occident renforcent leurs liens stratégiques. Il leur faudra aussi jeter l'ancre dans l'Indo-Pacifique.

Nos publications

Vivre Enjeux Immigration Société Economie Institutions
l'Europe internationaux et intégration et culture et compétitivité et vie politique
Au-delà de l'incertitude électorale américaine : enjeux et lignes d'action pour l'Europe, livre de Jean-Sylvestre Mongrenier, octobre 2020
Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique, livre de Jean-Sylvestre Mongrenier, PUF, octobre 2020 Islamisme: pour une politique intégrale, Jean-Thomas Lesueur, octobre 2020
Géopolitique de l'Europe , livre de Jean-Sylvestre Mongrenier, PUF, collection « Que sais-je ? », octobre 2020
Restitution du patrimoine culturel africain: une erreur culturelle, une faute politique, Julien Volper, septembre 2020
Les falsifications historiques du discours géopolitique chinois, Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2020
Propositions pour relocaliser la production de médicaments en France, Sébastien Laye, juin 2020 L'amplibilation programmée de Name Kong impage une devidication de la politique de la France L. S. Mangrapier et L. Amplet juin 2020
L'annihilation programmée de Hong-Kong impose une clarification de la politique de la France, JS. Mongrenier et L. Amelot, juin 2020 Portée juridique et politique des décisions de la Cour de Karlsruhe: l'UE en quête de sa légitimité, Jérôme Soibinet, mai 2020
Traçage numérique : pourquoi c'est non, Cyrille Dalmont, avril 2020
Pourquoi faut-il soutenir l'île-État de Taïwan ?, Jean-Sylvestre Mongrenier et Laurent Amelot, avril 2020
La planète à l'heure du coronavirus : un monde affolé qui bascule dans l'inconnu, Jean-Sylvestre Mongrenier, mars 2020
Municipales 2020: propositions pour la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs, Édouard Guillot, février 2020
Municipales 2020 : propositions pour la famille et les solidarités de proximité, Elizabeth Montfort, février 2020 Municipales 2020 : propositions pour la sécurité, Édouard Guillot, février 2020
Municipales 2020: propositions pour l'écologie locale, Jean-Thomas Lesueur et Édouard Guillot, février 2020
Municipales 2020 : propositions pour le développement économique local, Sébastien Laye, février 2020
De l'« OTAN arabe » à l'« OTAN Moyen-Orient » : quels enjeux pour les puissances occidentales ?, Jean-Sylvestre Mongrenier, janvier 2020
Conférence sur l'avenir de l'Europe : beaucoup de bruit pour rien ?, Jérôme Soibinet, décembre 2019
Nation et religion : l'expérience marocaine, Sophie de Peyret, décembre 2019 Les causes monétaires de l'échec économique français, Sébastien Laye et Didier Long, décembre 2019
Macron, l'OTAN et la défense de l'Europe : un président ne devrait pas dire ça, Jean-Sylvestre Mongrenier, novembre 2019
L'islam en France, le temps des solutions: 35 propositions pour agir maintenant, Sophie de Peyret, novembre 2019
Emmanuel Macron au piège de la « souveraineté européenne », Jérôme Soibinet, octobre 2019
L'opération turque dans le Nord-Est syrien, sa portée militaire et ses perspectives géopolitiques, Jean-Sylvestre Mongrenier, octobre 2019
Terrorisme et lutte contre le financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest, A. Tisseron, également disponible en anglais, septembre 2019 Libertés religieuses : le Parti communiste chinois contre les religions, E. Dubois de Prisque et JS. Mongrenier, septembre 2019
Familles monoparentales et PMA: quand la loi fabrique de la fragilité sociale, Elizabeth Montfort, septembre 2019
Projet de loi « engagement et proximité » : un geste pour les communes modeste et technocratique, Jean-Thomas Lesueur, juillet 2019
Le système de crédit social: comment la Chine évalue, récompense et punit sa population, Emmanuel Dubois de Prisque, juillet 2019
PMA, filiation, transmission: quels sont les besoins de l'enfant?, E. Montfort, M. Fontanon-Missenard, Ch. Flavigny et Ch. Delsol, juin 2019
Géopolitique et ambitions militaires de la France: l'Europe ne suffit pas, Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2019
Après les élections du 26 mai, la « doctrine Macron » à l'assaut de l'Europe, Jean-Thomas Lesueur et Jérôme Soibinet, mai 2019 L'« armée européenne », la défense de l'Europe et les enjeux géopolitiques occidentaux, Jean-Sylvestre Mongrenier, mai 2019
Principes, institutions, compétences: recentrer l'Union européenne, rapport, mai 2019
Pour une autre politique monétaire. Flexibiliser l'euro et réformer la BCE, Sébastien Laye, mai 2019
Quelle contribution européenne face aux nouveaux défis de l'immigration?, rapport, avril 2019
Les origines économiques du mouvement des « gilets jaunes », Sébastien Laye, mars 2019
Usage et force des symboles dans la stratégie de Daesh. L'exemple du drapeau, Sophie de Peyret, mars 2019 Politique française dans le golfe Arabo-persique : une nécessaire clarification, Jean-Sylvestre Mongrenier, mars 2019
Menace jihadiste: les États du golfe de Guinée au pied du mur, Antonin Tisseron, également disponible en anglais, mars 2019
Pour une école de la liberté et des responsabilités, rapport, février 2019
La démocratie en circuit court. Plaidoyer pour la réforme de l'État, la décentralisation et le RIP local, Jean-Thomas Lesueur, février 2019
La Chine e(s)t le monde. Essai sur la sino-mondialisation, livre d'E. Dubois de Prisque et S. Boisseau du Rocher, éditions Odile Jacob, 2019
Les migrations de masse, le droit international et le « Pacte mondial » de l'ONU, Jean-Thomas Lesueur, décembre 2018 Intelligence artificielle et santé: 10 propositions anti-brouillard pour régulation éclairée, Cyrille Dalmont, novembre 2018
Chine-Afrique: au-delà des intérêts économiques, l'indifférence réciproque, Emmanuel Dubois de Prisque, septembre 2018
2008-2018: a-t-on retenu les leçons de la crise financière?, Sébastien Laye, septembre 2018
Stabiliser le Moyen-Orient: acteurs, menaces, stratégies, Jean-Sylvestre Mongrenier, disponible en anglais, juillet 2018
La Pologne, acteur géostratégique émergent et puissance européenne, Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2018
L'accord nucléaire iranien, la stratégie américaine et les illusions européennes, Jean-Sylvestre Mongrenier, mai 2018 Quelle politique migratoire pour la France ?, Jean-Thomas Lesueur, mai 2018
Brexit: quelles conséquences pour la puissance britannique?, Pierre-Alain Coffinier, également disponible en anglais, avril 2018
Péril sur l'électricité belge, livre de Jean-Pierre Schaeken Willemaers, Bruxelles, Texquis, 2018
La France a-t-elle besoin d'un deuxième porte-avions?, Jean-Sylvestre Mongrenier, 2e édition, avril 2018
Formation professionnelle: 6 propositions pour aller plus loin, Michel Fourmy, avril 2018
Le modèle scandinave est-il bon pour la France?, Sébastien Laye, février 2018 Coopération structurée permanente: un étroit chemin vers une défense européenne, Jean-Sylvestre Mongrenier, décembre 2017
Stratégie américaine au Sahel: vers un tournant décisif?, Jérôme Pigné, novembre 2017
XIXe congrès du PCC: le triomphe de la religion politique chinoise, Emmanuel Dubois de Prisque, octobre 2017
Revue stratégique: une « France forte » mais avec quels moyens ?, Jean-Sylvestre Mongrenier, octobre 2017
Macron et l'Europe : un volontarisme sans dessein ni méthode, Jean-Sylvestre Mongrenier, septembre 2017

Jean-Sylvestre Mongrenier est chercheur associé à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire -géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est conférencier titulaire à l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationales, Paris), dont il est ancien auditeur et où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur «Les enjeux géopolitiques du français de défense projet européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. IL est l'auteur de *Géopolitique* l'Europe (PUF, 2020) et de Le Monde vu de Moscou (PUF, 2020).

Programme Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme « Enjeux internationaux » décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Paris

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris Tel: +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles Tel: +32 (0)2 374 23 13

> www.institut-thomas-more.org info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions expimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en fairea apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, novembre 2020









